

Avril 2012

F



منظمة الأغذية  
والزراعة للأمم  
المتحدة

联合国  
粮食及  
农业组织

Food and  
Agriculture  
Organization  
of the  
United Nations

Organisation des  
Nations Unies  
pour  
l'alimentation  
et l'agriculture

Продовольственная и  
сельскохозяйственная  
организация  
Объединенных  
Наций

Organización  
de las  
Naciones Unidas  
para la  
Alimentación y la  
Agricultura

# Conférence régionale de la FAO pour l'Afrique

## VINGT-SEPTIÈME SESSION

**Brazzaville (Congo), 23-27 avril 2012**

**CADRE DU BUREAU RÉGIONAL SUR LE CHANGEMENT  
CLIMATIQUE**

*Le tirage du présent document est limité pour réduire au maximum l'impact des méthodes de travail de la FAO sur l'environnement et contribuer à la neutralité climatique. Les délégués et observateurs sont priés d'apporter leur exemplaire personnel en séance et de ne pas demander de copies supplémentaires. La plupart des documents de réunion de la FAO sont disponibles sur l'Internet, à l'adresse [www.fao.org](http://www.fao.org)*

MD529/f

## RÉSUMÉ

Contre la menace du changement climatique, la FAO a des décennies d'expérience dans la promotion des pratiques et politiques agricoles qui protègent également la base des ressources naturelles pour les générations futures. Les politiques agricoles sont des éléments fondamentaux pour ce qui est d'instaurer la sécurité alimentaire et d'améliorer les moyens d'existence. Des politiques efficaces sur l'agriculture et le changement climatique peuvent aussi stimuler une croissance verte, protéger l'environnement et contribuer à l'élimination de la pauvreté. La FAO œuvre en étroite collaboration avec bon nombre des populations les plus vulnérables dans le monde, notamment en Afrique, pour les aider à accroître leur productivité agricole, tout en veillant à ce que ne soient pas surexploitées ou épuisées les ressources naturelles dont ces populations dépendent. D'une part, l'agriculture pâtit de l'impact du changement climatique et, de l'autre, elle est responsable de 14 pour cent des émissions totales de gaz à effet de serre. Cependant, l'agriculture pourrait fortement contribuer à résoudre le problème, grâce à l'atténuation - la réduction et/ou la suppression - d'une quantité importante des émissions mondiales.

Selon la FAO (2009), 70 pour cent du potentiel d'atténuation total se trouve dans les pays en développement: il s'agit de promouvoir les mesures efficaces d'atténuation en Afrique. Parallèlement, les stratégies d'adaptation doivent être au centre de l'action menée par l'Afrique face au changement climatique. Face à la hausse des températures, aux changements de régime des précipitations et à leurs impacts significatifs à court terme sur les rendements des cultures, les gouvernements et les organismes de développement n'ont d'autre choix que d'intensifier les efforts d'adaptation (Commission économique pour l'Afrique, 2011). En outre, lors de la récente Conférence sur les changements climatiques (CCNUCC) tenue en 2012 à Durban, le Groupe africain de négociateurs a fait de l'adaptation une priorité dans le cadre d'une intervention plus large pour protéger les communautés vulnérables d'Afrique contre les pires effets du changement climatique.

Le changement climatique crée plusieurs menaces pour l'agriculture, notamment la baisse de la productivité agricole, l'instabilité de la production et des revenus dans des régions du monde déjà durement frappées par l'insécurité alimentaire et qui ne disposent que de moyens limités pour faire face aux mauvaises conditions climatiques (inondations ou sécheresses). C'est particulièrement vrai dans les communautés rurales d'Afrique. La capacité d'adapter et de transformer l'agriculture pour nourrir une population croissante face à un climat changeant, sans pour autant porter atteinte à la base des ressources naturelles dont dépendent la plupart des communautés rurales africaines est une condition indispensable pour réaliser les objectifs de sécurité alimentaire et continuer à atténuer les effets négatifs du changement climatique. Une agriculture plus productive et plus résiliente passe par une meilleure gestion des ressources naturelles, telles que les terres, l'eau, les sols, la biodiversité et les ressources génétiques, à travers des pratiques telles que l'agriculture de conservation, la lutte intégrée contre les ravageurs, l'agroforesterie et des régimes alimentaires durables.

La FAO promeut cette transformation de l'agriculture en collaboration avec d'autres partenaires, dans le cadre de l'approche « agriculture intelligente face au climat »; il s'agit d'une agriculture qui augmente durablement la productivité, la résilience (adaptation), réduit/élimine les émissions de gaz à effet de serre (atténuation), tout en favorisant la réalisation des objectifs nationaux de sécurité alimentaire et de développement.

L'approche de la FAO est alignée sur les priorités fixées dans le Programme d'action national pour l'adaptation au changement climatique, qui détermine les activités qu'il convient de mener pour répondre aux besoins urgents et immédiats en matière d'adaptation. Tous les points énumérés ci-dessus figurent dans le projet de stratégie que le Bureau régional de la FAO pour l'Afrique met actuellement au point en consultation avec les bureaux sous-régionaux, et qui doit encore être approuvé formellement. On trouvera ci-après une version abrégée du projet de stratégie.

## **A. Vue d'ensemble: changement climatique et sécurité alimentaire en Afrique**

1. Le changement climatique est un défi majeur pour le développement du secteur agricole et la conservation des ressources naturelles en Afrique. Les systèmes météorologiques du continent, toujours plus imprévisibles et capricieux, sont une menace supplémentaire pour la sécurité alimentaire et les moyens d'existence ruraux. En outre, le rythme actuel du changement climatique a conduit certains à affirmer que ce phénomène mène à un « épuisement rapide des ressources naturelles subsahariennes de l'Afrique, et constitue une menace supplémentaire à la pérennité de l'agriculture paysanne » (FAO, 2010). Selon la revue *The Lancet* (Costello et al. 2009), le changement climatique est la plus grande menace sanitaire mondiale du XXI<sup>e</sup> siècle, et il porte déjà une responsabilité quant aux maladies et à la mortalité prématurée qui frappent le monde.

2. Le risque de déplacement provoqué par des conflits soulève la question de l'état de préparation des organismes d'aide au développement pour faire face à l'impact du changement climatique sur l'accès équitable aux ressources naturelles et à la nourriture. Le changement climatique a de nombreuses conséquences sur les quatre dimensions de la sécurité alimentaire: disponibilités alimentaires, accès à la nourriture, stabilité de l'offre alimentaire et capacité des consommateurs d'utiliser les aliments, y compris la sécurité sanitaire des aliments et leur valeur nutritive (FAO, 2008a). Comme les progrès du développement rural ont déjà été fortement ralentis sous l'effet combiné de la récession mondiale et de la crise alimentaire de 2007/08, les chiffres de la faim et de la malnutrition demeurent obstinément élevés et, faute de mesures d'atténuation et d'adaptation de grande ampleur, les incidences du changement climatique sur l'agriculture vont exacerber la crise alimentaire en Afrique.

3. Étant donné que les États africains, en majorité, contribuent pour peu aux émissions de carbone (moins de 10 pour cent du total des émissions mondiales), l'attention s'est focalisée sur la manière la plus efficace d'adapter le secteur agricole au changement climatique. Les évolutions récentes des marchés volontaires du carbone et le mécanisme pour un développement propre ont mis en évidence le potentiel des outils de financement pour soutenir les cadres d'adaptation.

## **B. Approche de la FAO sur le changement climatique**

4. Les activités de la FAO, en matière de changement climatique, consistent essentiellement à fournir tous les conseils techniques et l'appui prévus par son mandat; la FAO accorde également une attention accrue au rôle du changement climatique dans la hausse des prix, compte tenu des incidences que les principales mauvaises récoltes ont eues sur les marchés. Il a été recommandé que, dans le cadre des futures négociations sur le climat, la sécurité alimentaire serve d'indicateur pour évaluer la vulnérabilité dans le contexte de l'adaptation au climat.

5. En particulier, l'assistance de la FAO s'agissant du changement climatique repose sur les principes clés suivants :

- Priorités accrues aux mesures ayant le potentiel de réduire la vulnérabilité et d'assurer la sécurité alimentaire et nutritionnelle. Avec une planification appropriée, l'adaptation au changement climatique peut être intégrée efficacement aux initiatives de développement durable;
- Intégration de la sécurité alimentaire et des préoccupations relatives au changement climatique dans la planification du développement dans tous les secteurs et échelles spatiotemporelles;
- Recherche d'une approche systémique fondée sur des synergies en matière d'atténuation, d'adaptation et de production alimentaire durable;
- Travail sur des processus axés sur l'appui aux pays, compte tenu des spécificités géographiques et selon une approche participative, prenant en compte les besoins sexospécifiques et les priorités des communautés vulnérables, y compris les éleveurs et les populations autochtones;
- Prise en considération de l'adaptation et de l'atténuation comme un processus d'apprentissage social continu intégrant les connaissances locales et scientifiques;

- Promotion de synergies entre conventions et accords internationaux sur le changement climatique, la désertification, la biodiversité et la foresterie.

La FAO s'emploie activement à établir des partenariats avec les institutions compétentes, tout en continuant de participer à la mise en œuvre de projets gérés par le Fonds pour l'environnement mondial (FEM), entre autres.

6. La plupart des unités de la FAO ont déjà intégré l'adaptation dans leur travail. La FAO dispose d'un groupe de travail actif, le Groupe de travail interdépartemental sur le changement climatique, qui est chargé de coordonner les travaux interdépartementaux et multidisciplinaires sur le changement climatique. La Division du climat, de l'énergie et des régimes fonciers au sein du Département de la gestion des ressources naturelles et de l'environnement, assure une coordination globale.

7. La FAO a demandé que soient réalisées un certain nombre d'études sur le potentiel des ressources génétiques pour l'alimentation et l'agriculture dans l'adaptation au changement climatique et l'atténuation de celui-ci, études qui seront examinées par sa Commission des ressources génétiques pour l'alimentation et l'agriculture. Ces études ont également permis de mettre en évidence les possibilités de coopération entre la Commission et d'autres organismes internationaux en matière de ressources génétiques pour l'alimentation et l'agriculture.<sup>1</sup> La Commission est par la suite convenue qu'une feuille de route ou programme de travail sur le changement climatique et sur les ressources génétiques pour l'alimentation et l'agriculture étaient nécessaires et elle a demandé à son secrétariat de faire avancer ce processus. Elle est convenue en outre que la feuille de route ou programme de travail serait mise en œuvre selon une approche intégrée tenant compte des besoins spécifiques du secteur et des régions, ainsi que des caractéristiques des écosystèmes agricoles. Il a encouragé les membres de la Commission à examiner les informations disponibles sur l'importance de l'inclusion de la gestion des ressources génétiques pour l'alimentation et l'agriculture dans la planification et la mise en œuvre de leur propre programme national d'action pour l'adaptation au changement climatique et des mesures d'atténuation adaptées au pays.<sup>2</sup>

8. Par ailleurs, la FAO collecte, traite et utilise de longue date des données géospatiales sur les ressources naturelles et le climat ainsi que des données sur la production potentielle et réelle de nourriture, la situation relative aux pêches, à l'élevage, aux forêts, aux ressources génétiques et aux terrains. Les activités de la FAO en matière de pêche consistent notamment à aider le secteur de la pêche artisanale en Afrique de l'Est à renforcer ses capacités d'adaptation au changement climatique.

### **C. L'Initiative de la Grande muraille verte du Sahara et du Sahel**

9. La dégradation des terres dans les zones arides menace les moyens d'existence de millions de personnes à travers le monde; chaque année, 10 millions d'hectares de terres arables sont dégradés; sur les 130 millions d'hectares de terres gravement touchés, 50 pour cent se trouvent en Afrique (CEA, 2009). Pour le Sahel et le Sahara, où la production agricole est basse en raison principalement de la faible pluviométrie, d'une fertilité des sols médiocre et de la dégradation des terres en général, le Sommet de l'Union africaine a approuvé, en janvier 2007, l'Initiative de la Grande muraille verte pour le Sahara et le Sahel, afin de remédier à cette situation. Cette initiative vise à ralentir la progression

<sup>1</sup> Voir les documents, Climate Change and its Effect on Conservation and Use of Plant Genetic Resources for Food and Agriculture and Associated Biodiversity for Food Security (Thematic Background Study); Climate change and animal genetic resources for food and agriculture - State of knowledge, risks and opportunities (Background Study Paper No. 53); Climate change and invertebrate genetic resources for food and agriculture: State of knowledge, risks and opportunities (Background Study Paper No. 54); Climate Change and Aquatic Genetic Resources for Food and Agriculture - State of knowledge, risks and opportunities (Background Study Paper No. 55); Climate Change and Forest Genetic Resources - State of knowledge, risks and opportunities. (Background Study Paper No. 56); Climate change and micro-organism genetic resources for food and agriculture: State of knowledge, risks and opportunities (Background Study Paper No. 57). Economics of PGRFA Management for Adaptation to Climate Change: A Review of Selected Literature (Background Study Paper No.60). La plupart des documents sont disponibles sur la page: <http://www.fao.org/nr/cgrfa/cgrfa-meetings/cgrfa-com/thirteenth-reg/fr/>.

<sup>2</sup> Rapport de la treizième session de la CRGAA, paragraphes 52-53.

vers le sud du désert du Sahara et offre aux habitants la possibilité de créer d'autres sources de revenus et de renforcer leur sécurité alimentaire.

10. La FAO dirige un programme de coopération technique (PCT) visant à renforcer les capacités de la Commission de l'Union africaine (UA) pour que celle-ci aide les cinq pays membres sélectionnés à élaborer des stratégies, des plans et des propositions de projet solides pour une mise en œuvre réussie de l'Initiative. La FAO réalise également un projet de l'Union africaine financé par l'Union européenne dans huit autres pays, dont les activités sont similaires à celles du PCT. Les résultats attendus de ces projets sont l'augmentation des capacités de la Commission de l'UA et des pays bénéficiaires aux fins de l'élaboration et de la mise en œuvre de projets globaux intégrés dans le cadre de l'Initiative, pour une amélioration des conditions environnementales dans le Sahel et le Sahara, la réduction de la pauvreté et l'amélioration des moyens d'existence des habitants de la zone.

11. La mise en œuvre de cette Initiative permettra à l'Afrique de faire avancer considérablement l'application au niveau régional de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification (UNCCD). Elle contribuera, en outre, à la mise en œuvre de la Déclaration de Syrte sur l'agriculture et l'eau, ainsi qu'à la réalisation des Objectifs du millénaire pour le développement (OMD) dans le Sahel et le Sahara.

#### **D. Quelques actions régionales sur le changement climatique liées à l'alimentation et à l'agriculture**

12. Le travail de la FAO sur le changement climatique dans la région est combiné aux efforts des partenaires régionaux dans ce domaine. Plusieurs initiatives ont été lancées pour aborder des questions critiques liées au changement climatique, y compris le développement de l'agriculture, la sécurité de l'approvisionnement en eau et la déforestation.

13. L'Union africaine et la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA) ont lancé en avril 2006 l'Initiative conjointe « Climat et développement en Afrique » (ClimDev-Afrique), qui repose sur deux piliers: le Centre africain des politiques sur le climat et le Fonds d'affectation spéciale ClimDev. En outre, la Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) a lancé un programme sous-régional d'action visant à réduire la vulnérabilité au changement climatique en Afrique de l'Ouest, qui tient compte des politiques et des grandes initiatives régionales mises en place dans les secteurs de l'environnement, de l'eau, de l'agriculture et de la foresterie.

14. Le Marché commun de l'Afrique orientale et australe (COMESA), la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) et la Communauté d'Afrique de l'Est (CEA) ont entamé des discussions avec la FAO sur l'élaboration d'un programme sur l'adaptation au changement climatique et l'atténuation de ses effets en Afrique australe et en Afrique de l'Ouest. La FAO sera un partenaire clé dans ce programme de travail de cinq ans, en travaillant sur la coordination des parties prenantes promouvant l'agriculture de conservation. Cela s'inscrira dans le projet de Stratégie de la FAO pour l'adaptation au changement climatique en Afrique subsaharienne, et favorisera une vision à long terme du partenariat entre les communautés économiques de la région.

15. Les partenaires de la FAO participent avec plusieurs institutions en Europe et en Afrique à un projet financé par l'Union européenne sur « les prévisions de changement climatique en Afrique subsaharienne: impacts et adaptations ». L'objectif de la composante FAO dans le projet est de développer des prototypes de systèmes d'alerte à moyen terme et de définir un ordre de priorité pour les stratégies d'adaptation pertinentes en matière d'alimentation et d'agriculture.

16. Enfin, la réduction des émissions résultant du déboisement et de la dégradation des forêts (REDD) est une stratégie d'atténuation du changement climatique, qui est appuyée conjointement par la FAO, le PNUE et le PNUD, et qui consiste à donner une valeur financière au carbone stocké dans les forêts, offrir des incitations aux pays en développement pour qu'ils réduisent leurs émissions provenant des terres boisées et investissent dans les voies de développement durable à faible teneur en carbone. La FAO soutient actuellement une initiative de collaboration des Nations Unies sur la REDD dans les pays en développement, qu'elle mène conjointement avec le PAM et le PNUD. Des activités pilotes sont en cours en République-Unie de Tanzanie, Zambie et République démocratique du Congo.

## **E. Cadre du Bureau régional pour l'Afrique (RAF) sur le changement climatique: buts et objectifs**

17. Conformément à la vision de l'Organisation, le cadre de référence du RAF sur le changement climatique relève de l'Objectif stratégique I de la FAO - Meilleure préparation et réponse efficace aux menaces et situations d'urgence alimentaires et agricoles, sur la base des trois piliers de la gestion des risques de catastrophe; 1) la préparation, la prévention et l'atténuation; 2) l'intervention, et 3) la transition.

18. Le RAF partage la préoccupation des acteurs régionaux sur la nécessité de faire face à l'impact négatif du changement climatique sur la sécurité alimentaire, les ressources naturelles et l'environnement en Afrique et sur les conséquences du changement climatique sur la réalisation des OMD clés. Les États Membres sont de plus en plus demandeurs de programmes de soutien ciblés sur le climat, sous forme d'assistance technique, de renforcement des capacités et de mobilisation des ressources concernant l'agriculture et les ressources naturelles, ce qui confirme combien il importe de mettre au point des stratégies organisationnelles afin de mieux répondre aux besoins des pays.

19. Renforcer l'assistance technique du RAF contribuerait à améliorer les interventions de la région en matière de développement rural et en faveur de l'adaptation, domaine majeur de la réponse de l'Afrique face au changement climatique. Le développement de partenariats avec les institutions régionales pour les interventions relatives au changement climatique demandera une stratégie d'action planifiée, qui définira des domaines prioritaires alignés sur les priorités régionales établies par la Conférence régionale pour l'Afrique à sa vingt-sixième session, en 2010, dans l'attente de l'issue des délibérations de la présente Conférence.

Dans le cadre d'un processus plus large de planification des programmes et de gestion axée sur les résultats qui forment le cadre stratégique de la FAO, les réponses au changement climatique coordonnées par le RAF reflètent une approche stratégique avec des objectifs et des buts clairement définis.

### **20. Objectifs du Programme sur le climat du RAF**

- Réduire la vulnérabilité à la faim et à la malnutrition résultant du changement climatique en Afrique
- Renforcer les capacités techniques et institutionnelles pour les interventions liées au changement climatique en se concentrant sur la sécurité alimentaire et la gestion durable des ressources naturelles en Afrique
- Promouvoir des partenariats transversaux entre programmes sur le changement climatique

### **21. Objectifs du Cadre du RAF sur le changement climatique**

- Mettre au point des programmes intelligents face au climat alignés sur les priorités régionales et en partenariat avec les parties prenantes clés
- Renforcer la mobilisation des ressources en faveur d'une intervention ciblée
- Améliorer la communication et le plaidoyer sur la question du climat au niveau régional

## **Objectif 1. Élaborer des activités axées sur le changement climatique et alignées sur les priorités régionales**

### **Priorité 1 du RAF: Accroître la productivité agricole et la diversification**

#### **22. Intégration de l'adaptation**

- Intégrer la résilience climatique dans les stratégies agricoles pour les communautés rurales (Agriculture intelligente face au climat, agriculture de conservation, etc.)
- Créer un poste de cadre chargé du changement climatique au RAF
- Définir une stratégie/un mécanisme pour permettre la transition de la production agricole actuelle vers l'agriculture de conservation afin d'augmenter, à terme, la production, tout en veillant à l'atténuation et à l'adaptation

23. Diversification des revenus et des moyens d'existence

- Des études et des lignes directrices sur la vulnérabilité, l'impact du changement climatique sur les populations locales et les dispositifs de protection sociale en milieu rural, qui serviront de base à des projets pilotes et à la formulation de politiques

24. Renforcement des capacités en matière de sécurité alimentaire, de nutrition et de santé végétale et animale

- Améliorer la préparation des populations rurales face à l'émergence d'organismes nuisibles et de maladies liés au changement climatique
- Renforcer les capacités par le biais d'EMPRES (Système de prévention et de réponse rapide pour la sécurité sanitaire des aliments) et du cadre de gestion des crises dans la chaîne alimentaire
- Évaluer l'impact du changement climatique sur la sécurité sanitaire et la qualité des aliments le long de la chaîne alimentaire
- Veiller à ce que les questions liées à l'agriculture et aux ressources génétiques bénéficient de l'attention voulue dans la planification et la mise en œuvre des programmes nationaux d'action pour l'adaptation au changement climatique et des mesures d'atténuation adaptées au pays
- Projet sur le renforcement des capacités en gestion globale et intégrée de l'agriculture et de l'utilisation des terres pour exploiter le potentiel d'adaptation au changement climatique et d'atténuation de celui-ci
- Concevoir des projets visant à améliorer la préparation des populations rurales face aux maladies liées au changement climatique

**Priorité 2 du RAF : Promouvoir la gestion durable des ressources naturelles**

25. Suivi des tendances

- Renforcer les capacités nationales d'évaluation et de suivi de la biodiversité et des ressources génétiques
- Systèmes d'alerte à moyen terme (5-10 ans), prévisions climatiques (saisonnières), en collaboration avec les institutions spécialisées régionales (y compris des ONG régionales et internationales) et identification des mesures d'adaptation pertinentes
- Améliorer l'évaluation des ressources en eau et le suivi orienté sur les ressources en eaux souterraines
- Incorporer les interventions face aux impacts du changement climatique sur la biodiversité et l'agrobiodiversité dans les stratégies nationales
- Évaluation agroécologique régionale pour l'agriculture
- Intégrer les connaissances autochtones dans les systèmes d'alerte précoce et de suivi des tendances
- Élaborer des indicateurs et des outils de modélisation pour cartographier l'impact du changement climatique sur les cultures, l'élevage et l'agrobiodiversité
- Intégrer les bases de données existantes sur le climat de la FAO à celles disponibles au niveau des communautés économiques régionales pour fournir des informations pertinentes aux différents groupes d'utilisateurs (par exemple les petits exploitants, les agents de vulgarisation, etc.) afin de permettre une prise de décision proactive

26. Développement technologique et diffusion

- Étendre les projets pilotes de soutien aux paysans pour l'adaptation au changement climatique grâce à des méthodes d'agriculture de conservation, d'agriculture intégrée et d'autres moyens d'adaptation éprouvés
- Intégrer les approches et les outils d'évaluation de la dégradation des terres dans les zones arides pour une gestion durable des terres

- Promouvoir l'adoption de la gestion durable des terres et de la productivité de l'eau agricole (techniques de conservation de l'eau destinée à l'irrigation, utilisation des eaux de pluie, stockage et conservation de l'eau)
  - Promouvoir l'agriculture intégrée (y compris les cultures, l'élevage, la faune et la flore sauvages, la pêche, etc.) et une gestion globale et intégrée pour couvrir les terres dénudées et rétablir le niveau des nappes phréatiques
  - Promouvoir la gestion durable des forêts, en particulier dans les zones arides pour une adaptation améliorée au changement climatique
  - Promouvoir de bonnes pratiques environnementales dans les interventions concernant la nutrition et les interventions d'urgence (cuisson économe en combustible, gestion efficace de l'eau, etc.)
27. Communication au service du partage des enseignements tirés de l'expérience et de la diffusion des technologies
- Élaborer des stratégies de communication axées sur les parties prenantes pour la diffusion de nouvelles technologies et d'innovations en matière d'adaptation au changement climatique
  - Consigner les enseignements tirés de l'expérience, à l'extérieur et dans la région (coopération Sud-Sud), dans le domaine de la gestion durable de ressources naturelles durables, par exemple la gestion et la gouvernance de l'eau

**Priorité 3 du RAF: Soutien à l'accès aux marchés et mesures sanitaires pour un commerce amélioré**

28. Chaînes de valeur et accès aux marchés
- Réaliser des études sur l'économie de l'adaptation, y compris les préférences des consommateurs des chaînes de valeur et l'accès aux marchés des petits exploitants
  - Analyser les difficultés posées par le changement climatique pour l'adoption de pratiques de sécurité sanitaire des aliments le long de la chaîne de valeur
  - Ateliers et publications sur les innovations institutionnelles et interventions politiques pour appuyer la participation des petits exploitants au marché

**Priorité 4 du RAF: Améliorer la gestion des connaissances, l'information et le plaidoyer en Afrique**

29. Évaluation de la vulnérabilité
- Analyse de la vulnérabilité face à l'insécurité alimentaire découlant du changement climatique
  - Mise au point d'indicateurs sur la vulnérabilité pour les pêches, la foresterie, l'élevage et l'aquaculture, en s'appuyant sur des bases de données existantes (à la SADC, par exemple)
  - Cartographie de la vulnérabilité et des interventions relatives à l'eau à usage agricole qui aident à atténuer la vulnérabilité dans différents écosystèmes agricoles
30. Intégration de l'adaptation
- Élaboration de lignes directrices pour l'intégration des questions liées au changement climatique dans les cadres nationaux sur les priorités à moyen terme et dans la gestion durable des terres, de l'eau et des ressources naturelles dans le contexte du changement climatique
  - Intégration de la dimension climatique dans les initiatives et les programmes de nutrition existants portant sur la sous-nutrition, en particulier ceux mis au point en réponse aux crises alimentaires et économiques
31. Consigner et diffuser les données d'expérience
- Élaborer des stratégies sexospécifiques pour une adaptation au changement climatique basée sur les connaissances et les expériences existantes
32. Informations sur les connaissances (Communication et plaidoyer)



- Appui aux consultations sur les politiques et aux actions visant à stimuler l'utilisation durable des ressources en eau et des bioénergies (y compris l'énergie/puissance produite par les exploitations agricoles) en Afrique dans le contexte du changement climatique
33. Investissement (mobilisation de ressources)
- Évaluer la disponibilité de partenaires privés susceptibles d'investir en faveur d'une économie agricole plus verte dans des programmes de formation au niveau national sur l'accès aux mécanismes de financement lié au changement climatique
  - Cours de formation au niveau des pays sur l'accès aux mécanismes de financement liés au changement climatique
34. Politique (suivi et évaluation)
- Évaluation systématique du changement climatique à la fin des cycles de projets
  - Information régionale et système d'alerte rapide sur l'alimentation et l'agriculture, y compris sur les ressources génétiques
35. Accès à la formation
- Renforcement des capacités du personnel interne sur les questions liées au changement climatique dans tous les bureaux décentralisés d'Afrique
  - Création d'un mécanisme de récompense qui permettra aux agents des services généraux engagés et motivés de visiter des projets africains sur le changement climatique
  - Élaboration d'un programme de formation sur le changement climatique et production de matériel de formation pour les différents niveaux, y compris pour les écoles d'agriculture/ d'élevage de terrain

## **Objectif 2. Renforcer la mobilisation des ressources pour une intervention ciblée sur le climat**

36. Partenariats
- Établir des relations avec d'autres acteurs travaillant sur le changement climatique (à l'intérieur et l'extérieur du système des Nations Unies au sein du secteur privé et dans les ONG) à travers des projets et des activités conjoints
  - Cartographier la communauté des donateurs (sources de financement) pour les activités sur le changement climatique dans la région et maintenir un contact périodique avec eux
  - Renforcer les capacités au niveau des pays pour favoriser l'accès aux mécanismes de financement liés au changement climatique
37. Gestion de l'information et mise en avant des connaissances
- Créer une base de données sur les sources de financement relatives au climat - dates limites, conditions, dépôt de demandes
  - Renforcer les capacités de formulation de projets sur le climat en vue d'élargir le portefeuille des projets
  - Revoir le portefeuille des projets sur le changement climatique, sur le continent africain, pour les 4 dernières années (suite à l'évaluation de la FAO) et proposer des améliorations

## **Objectif 3. Améliorer la communication et le plaidoyer sur les enjeux régionaux du changement climatique**

38. Recherche et publications
- Mettre au point des produits de recherche thématiques transversaux sur le changement climatique et la sécurité alimentaire (quels sont les défis que le changement climatique fait peser sur notre routine, nouveaux concepts relatifs à l'environnement, comme le paiement des services environnementaux en Afrique, etc.)

- Renforcer les partenariats avec les institutions du savoir (universités, groupes de réflexion, instituts de recherche extérieurs à la FAO, y compris les ONG internationales et régionales) afin de promouvoir la création de connaissances renforcée par l'expérience de terrain du RAF (thèses de doctorat, bourses de recherche, vidéoconférences et vidéoséminaires, etc.)
- Promouvoir l'utilisation du papier recyclé
- Élaborer une stratégie d'écologisation du RAF
- Partager/diffuser les meilleures pratiques en matière de technologie climatique pour l'adaptation et mettre en avant les synergies entre adaptation et atténuation
- Évaluer l'incidence potentielle des changements climatiques sur les prises de pêche et le potentiel de l'aquaculture tout en tenant compte du stockage et de la gestion de l'eau améliorés, pour prendre en considération les fluctuations climatiques prévues
- Mettre davantage en évidence les liens entre le climat et la sous-nutrition, les effets projetés et les menaces que certaines mesures d'atténuation représentent pour la nutrition

39. Plaidoyer et visibilité

- Développer des produits de plaidoyer sur les questions du changement climatique liées à la sécurité alimentaire en partenariat avec les organisations régionales
- Organiser des visites « touristiques » sur les projets de la FAO ou de partenaires les plus réussis, afin de sensibiliser et de promouvoir la visibilité de la FAO et des partenaires
- Organiser régulièrement un forum de discussions en ligne (géré par le RAF) sur les questions liées au changement climatique en Afrique, en faisant participer tous les acteurs concernés du continent et en dehors de celui-ci
- Promouvoir la création d'une équipe interorganisation, au niveau régional, qui serait chargée des questions transversales relatives au changement climatique.

## **F. Conclusion**

40. La recherche de solutions de développement face au dilemme du changement climatique est devenue l'un des défis les plus pressants pour la région Afrique, alors qu'elle s'emploie à instaurer la sécurité alimentaire. Le cadre du RAF sur le changement climatique constitue un point de départ pour guider la formulation de projets axés sur le changement climatique et l'intégration du changement climatique en tant que question transversale dans la formulation de projets techniques. Le cadre proposé est aligné sur les priorités stratégiques du RAF et reconnaît en outre la nécessité d'une assistance dans les domaines de la communication et de la mobilisation des ressources.

41. Un processus de consultation vient de s'achever entre les bureaux sous-régionaux et les bureaux de pays de la FAO en Afrique qui ont entrepris de réexaminer le projet de stratégie. La prochaine étape comprendra un atelier de validation qui permettra de mettre au point la stratégie définitive et de définir les interventions clés du RAF sur l'impact du changement climatique sur la sécurité alimentaire dans la région.